

TERMES DE RÉFÉRENCE

Résumé

Titre	: <i>Recrutement d'un cabinet national pour la création et la mise en ligne d'un portail virtuel pour les entrepreneurs</i>
Affectation	: <i>Centre de Leadership et de l'Entrepreneuriat (CLE)</i>
Durée	: <i>6 mois</i>
Titre du projet	: <i>Projet d'Appui à l'Entrepreneuriat des Femmes et des Jeunes (PAEFJ)</i>
Financement	: <i>Banque Mondiale</i>



1. Contexte et objectif du projet

L'écosystème du secteur privé à Djibouti reste naissant et très informel, opérant dans une économie caractérisée par une forte empreinte de l'État. En 2018, un total de 4 437 entreprises étaient enregistrées à Djibouti selon la Chambre de commerce. En supposant un rapport formel/informel similaire entre les entreprises opérant à Djibouti et le rapport entre l'emploi formel et informel, le nombre total d'entreprises peut être estimé à environ 15 000.

Le secteur privé se compose principalement de micro, petites et moyennes entreprises (MPME) opérant principalement dans le secteur tertiaire où la création d'emplois est limitée, reflétant la prédominance du commerce et des zones franches dans l'économie. La plupart des MPME opèrent dans les services et le commerce de détail, avec environ 80 pour cent des emplois formels du secteur privé générés par ces deux secteurs. Dans l'économie informelle, la plupart des travailleurs sont également engagés dans le commerce de gros et de détail de faible valeur. Les entreprises manufacturières sont relativement petites et représentent une part encore plus faible de l'emploi (10 %), car le secteur est limité par la petite taille du marché local et la faible compétitivité.

La mitigation des contraintes au développement du secteur privé, tant au niveau national et sectoriel, est un élément essentiel pour réaliser la Vision 2035 du gouvernement de Djibouti visant à créer une économie diversifiée et compétitive pour une croissance inclusive et durable. Djibouti place le secteur privé au cœur de son plan d'accélération de la transformation économique afin de créer des emplois à plus haute productivité pour une croissance durable. À court et moyen terme, Djibouti a comme priorité de remédier à ces goulots d'étranglement afin d'exploiter pleinement ses avantages uniques et d'orienter le secteur privé vers de meilleurs résultats de développement.

Projet d'Appui à l'Entrepreneuriat des Femmes et des Jeunes

L'objectif principal du présent projet consiste à mettre à la disposition de l'entrepreneur un ensemble des ressources permettant de développer ses activités. Le présent projet porte sur **la création d'un portail virtuel** qui offrira :

- i. Des ressources d'information et de formation ;
- ii. Du réseautage et mise en relation d'affaires ;
- iii. Des sources d'information liées aux opportunités et l'accès aux marchés.

2. Tâches et résultats attendus

2.1. Tâches du cabinet

En étroite collaboration avec la Direction Générale du CLE, le cabinet aura la responsabilité d'effectuer les tâches suivantes :

1. Concevoir et déployer une application web visant à :
 - i. Informer et former l'utilisateur ;
 - ii. Réseauter ;
 - iii. Informer sur les opportunités d'affaires et accès aux marchés.
2. Concevoir des fonctionnalités permettant de recueillir les informations permettant de renseigner les trois grandes catégories de services ;
3. Permettre l'exportation des données vers différents formats à savoir xls, PDF, csv, ... etc. ;
4. Former les différents utilisateurs sur les modalités d'utilisation de la plateforme conçue ;
5. Assurer le transfert de compétences à l'administrateur de la plateforme aussi bien sur la base de données que sur l'application ;
6. Prendre en compte les recommandations et orientations éventuelles de l'équipe de projet ;
7. Proposer un cahier de tests de fonctionnalités à chaque étape de développement contenant tous les cas de simulations en prenant en compte les besoins d'exploitation des utilisateurs ;
8. Lancer la plateforme lors d'un atelier regroupant les principaux acteurs ;
9. Assurer le suivi et la maintenance de la plateforme pendant 6 mois après la réception définitive.

2.2. Résultats attendus :

Les résultats attendus à l'issue de la consultation sont les suivants :

1. Offrir à l'entrepreneur une plateforme pour mettre en avant son entreprise et ses services ;
2. Permettre aux donneurs de marché et soumissionnaires de bénéficier d'une plateforme qui leur permettra d'avoir accès aux appels d'offres ;

Projet d'Appui à l'Entrepreneuriat des Femmes et des Jeunes

3. Permettre à l'entrepreneur de profiter de conseils et d'appuis sur toutes les étapes de la vie de l'entreprise ;
4. Créer un espace pour favoriser le réseautage entre entrepreneurs ;
5. La structure de la plateforme doit permettre l'utilisation de la méthode d'optimisation de la visibilité du web et dans les moteurs de recherche (référencement) ;
6. Il assurera la visibilité et la mise à jour des données ainsi que des publications afférentes, et ce, auprès des partenaires institutionnels et du secteur privé et public ;
7. La plateforme doit permettre à chaque utilisateur d'effectuer des actions suivant les droits qui lui seront attribués ;
8. La plateforme doit permettre à chaque utilisateur habilité de consulter les données publiées.
9. Prise en compte :

Certaines parties du portail web devront faire appel à des développements spécifiques tels que :

- **Espace entrepreneur** : pour décrire son entreprise et son offre de service ;
- **Espace Accès au Marché** : Pour publier les appels d'offres, les attributions, les notifications des marchés publiés ;
- **Accompagnement** : pour publier des formations à l'endroit des entrepreneurs
- Réseautage : pour maintenir le réseau des entrepreneurs et publier des événements

Ces parties seront décrites dans un document séparé intitulé « **description technique et fonctionnelle des modules spécifiques** » qui fera partie intégrante des présents termes de références.

3. Profil du cabinet national

Le cabinet devra faire la preuve de qualifications suivantes :

1. Être spécialisé dans le développement d'application web dynamique ;
2. Avoir réalisé au moins un (1) marché dans le développement d'application web dynamique ;
3. Être prestataire de services en développement et intégration d'application web dynamique, en administration système, en sécurité et maintenance informatique ;
4. Avoir une bonne expérience en fourniture, développement et intégration de solution applicative justifiée par au moins trois (03) marchés similaires ;
5. Prouver l'expertise à maintenir et assurer la garantie d'une solution déployée.

Projet d'Appui à l'Entrepreneuriat des Femmes et des Jeunes

Le cabinet doit avoir au minimum des experts clés ayant chacun les qualifications et compétences suivantes :

Rôles	Descriptions des profils
Chef de mission	<ul style="list-style-type: none"> • Niveau académique : Bac+5 au moins dans le domaine des Technologies /Système d'information ou tout autres domaines liés aux TIC ; • Nombre d'années d'expérience minimum : 5 ans ; • Avoir conduit (ou supervisé) au moins un (1) projets en matière de réalisation, de déploiement, de maintenance ou d'organisation de systèmes d'information de gestion ; • Avoir une expérience pratique dans la technologie du progiciel proposé ; • Maîtriser les méthodes d'analyse et de conception systémiques ou objets ; • Maîtriser le modèle relationnel de bases de données et le langage des requêtes ; • Avoir une expérience pratique des ateliers de génie logiciel ou outils de conception ; • Maîtriser l'architecture multi-tiers des logiciels ; • Avoir une bonne maitrise de la langue française.
Développeurs d'applications web, chargés du développement.	<ul style="list-style-type: none"> • Niveau requis : Bac+3 au moins (Ingénieurs, Master, Master spécialisé, Diplôme universitaire spécialisé) ; • Nombre d'années d'expérience minimum depuis l'obtention du diplôme : 05 ans ; • Domaine de spécialisation : génie logiciel ; • Avoir déjà participé au développement de trois (03) applications web et de e-services au cours des cinq (05) dernières années ; • Avoir une maitrise du génie logiciel notamment dans le développement d'applications, e-services ; • La possession de certifications professionnelles (dans le langage de programmation proposé, PHP, JAVA, PYTHON, .Net...) serait un atout ; • Avoir une bonne maitrise de la langue française.
Expert en Conception/Gestion de Base de données, chargé de la conception de la base de données	<ul style="list-style-type: none"> • Niveau requis : BAC+5 (Ingénieurs, Master, Master spécialisé, Diplôme universitaire spécialisé) ; • Nombre d'années d'expériences requises depuis l'obtention du diplôme : 05 ans ; • Domaine de spécialisation : Base de données, systèmes d'information ou tout domaine connexe ; • Avoir déjà participé à la conception ou à l'administration d'au moins 03 Bases de données ; • Avoir une maitrise de la conception et de l'administration de base de données ; • Avoir une bonne maitrise de la langue française.

4. Utilisateurs du portail web

Le portail s'adresse au :

- Grand public ;
- Entreprises ;
- Entrepreneurs ;
- Les centres de formation.

5. Prestations attendues

5.1. Création de contenus

Les prestations suivantes sont requises et sont à inclure dans l'offre :

- Adapter les contenus fournis à une présentation web ;
- Créer l'ensemble des éléments graphiques de la plateforme : ceci comprend la création de graphisme tel que les fonds de page, les boutons, les icônes, les photos, ... etc ;
- Intégrer une barre de recherche pour les informations et des liens utiles en bas du portail.

5.2. Hébergement

Le portail sera hébergé à l'ANSIE à compter de la date de mise en ligne. Le cabinet sera tenu d'effectuer une sauvegarde quotidienne des données.

5.3. Gestion de la plateforme

Le cabinet devra inclure dans le forfait de maintenance, des mises à jour majeures de l'outil de gestion du portail ainsi qu'un forfait d'assistance. Le forfait inclura une mise à jour à partir de la date de la réception finale pour les 12 premiers mois du portail.

La gestion opérationnelle de la plateforme telle que l'ajout de contenu, la création de pages et de fiches produites est exclue des termes de référence. Le cabinet sera tenu de mettre en place une interface de gestion de la plateforme permettant une gestion opérationnelle optimale.

5.4. Référencement

Au niveau du lancement de la plateforme, le cabinet devra optimiser l'architecture et le code du portail web pour un meilleur référencement et l'indexation du portail dans les annuaires spécialisés et les moteurs de recherche.

6. Livrables

Le CLE attend les livrables ci-dessous de la présente prestation :

- Un planning de réalisation avec un engagement sur la date de mise en ligne ;
- Une arborescence détaillée et de la base de données de la plateforme ;
- La documentation technique du portail incluant notamment l'environnement de développement utilisé ;
- Un dossier d'installation technique (DIT) ;
- La plateforme est opérationnelle et mise en ligne avec des informations validées (photo, textes, graphiques etc.) par le CLE ;
- Les paramètres d'accès, identifiant et mot de passe de l'espace d'hébergement, communiqués à l'administrateur du portail ;
- La formation des utilisateurs et administrateurs du portail ;
- Du test et validation des fonctionnalités développées ;
- Animation d'un atelier de restitution des travaux ;
- Transfert de compétence ;
- Le manuel des formations des utilisateurs et administrateurs du portail pour la gestion future et autonome de la plateforme web ;
- L'intégralité du code source et de la base de données ;
- Rapport d'intervention sur la période de l'assistance technique de 6 mois.

7. Les étapes de la mission

Le cabinet est tenu de produire des livrables à la fin de chacune de ces étapes :

ETAPE 1 : Démarrage

- 1.1. Lancement de la mission
- 1.2. Fiche des besoins exprimés
- 1.3. Besoins validés
- 1.4. Rapport de cadrage validé (démarche méthodologique, Chronogramme, etc.)

ETAPE 2 : conception

- 2.1. Présentation des diagrammes
- 2.2. Présentation des maquettes
- 2.3. Plan de développement par étapes
- 2.4. Rapports des tests et intégrations

ETAPE 3 : transfert de compétence et clôture

- 3.1. Plan de formation validé
- 3.2. Support de Formations transmis
- 3.3. Guide d'utilisation
- 3.4. Guide de déploiement

NB : Il importe de mentionner qu'un quitus est délivré au cabinet par le commanditaire à chaque étape comme préalable à la poursuite de la mission. Une étape non satisfaisante pourrait conduire objectivement à la résiliation du contrat. La validation de chaque étape sera faite par un comité de pilotage constitué des acteurs des écosystèmes emploi et formation.

8. Propriétés et droits

Les contenus fournis (images, textes, vidéos,) restent la propriété du CLE, de même que le nom de domaine, la charte graphique, le code source, l'interface de gestion et le code de module de travail.

9. Méthode de sélection du cabinet

Le cabinet national sera recruté selon la méthode SFQC conformément aux Règles de Passation des Marchés pour les emprunteurs sollicitant le Financement de Projets d'Investissement.

10. Durée de la mission

La durée maximale de la mission est estimée de six (6) mois à compter de la date de signature du contrat.

Le (la) firme (e) devra :

- Présenter un chronogramme détaillé de la mission ;
- Organiser une réunion de cadrage en concertation avec l'équipe de projet ;
- Proposer le dictionnaire des données et le modèle de base de données respectant les bonnes pratiques de normalisation ;
- Proposer une architecture technique ;
- Proposer une architecture fonctionnelle ;
- Proposer un rapport d'analyse (logigramme) ;
- Proposer un tableau de bord avec indicateur de performance par processus ;
- Proposer une maquette et un plan de navigation ;
- Proposer les technologies à utiliser pour le développement ;
- Produire un rapport global de mission indiquant l'atteinte à 100% de tous objectifs

L'installation de l'application sera accompagnée de la définition et de la mise en place des droits des utilisateurs, ces droits pouvant être gérés par l'application elle-même.

11. Profil de l'expert en développement d'application

Le cabinet national doit avoir un profil relevant du domaine du développement de solutions orientées web. Le cabinet national doit avoir un ensemble de compétences et une expérience spécifique dans le domaine recherché et un niveau d'éducation de niveau Master ou équivalent.

Le cabinet national doit faire preuve des compétences et des qualifications suivantes :

- a) Avoir une expérience professionnelle reconnue dans le développement des applications et portails web avec au moins 5 projets déployés ;
- b) Avoir une expérience au moins de 5 ans dans l'implémentation et de déploiement des Systèmes d'Information (SI)
- c) Il doit disposer d'excellentes connaissances sur les technologies Front End (HTML, CSS, JavaScript, Bootstrap , React Native ,Xamarin, Flutter, etc..) Back End (ASP.NET Core ? Java Spring, PHP, etc.
- d) Bonnes compétences en communication et traitement des informations pour répondre aux besoins des différentes parties prenantes ;
- e) Disposer des connaissances en réseau, système et sécurité informatique (serait un atout) ;
- f) Il doit disposer de bonnes connaissances en modélisation de base de données et en gestion de bases de données
- g) Maîtrise parfaite de la langue française ;
- h) Avoir des expériences dans la formation des utilisateurs.

12. Période de garantie

Le prestataire de service accorde une période de garantie 6 mois à compter de la date de réception définitive de la plateforme.

Pendant ce délai, le prestataire s'engage à assurer la maintenance corrective de la solution garantissant les applications contre toute survenance d'anomalies, d'erreur, d'incidents ou de défauts de fonctionnement. Ces anomalies, erreurs et défauts, sont appréciées en fonction des spécifications contenues dans les documentations fournies.

Le cabinet national doit appuyer sa candidature par des exemples de travaux en développement de portail de web (des portfolios) auquel il avait participé entièrement ou partiellement.

13. Dossier de candidatures

Le cabinet national à la présente mission devra présenter sa proposition composée de l'offre technique et de l'offre financière.

Offre technique

Selon la demande de proposition.

Des informations complémentaires pourront être demandées aux candidats dont l'offre technique aura été jugée recevable.

Offre financière

L'offre financière sera en dollars USD. Elle détaillera les rubriques.

CENTRE DE LEADERSHIP ET DE L'ENTREPRENEURIAT (CLE)

B.P: 716 – Quartier 6, Sans-fil,

Djibouti (République de Djibouti)

Courriel : procurement@cledjibouti.com

Abdoulkarim.hassan@cledjibouti.com

Fait à Djibouti, le 19/01/2023

Kenedid A. Youssouf

Directeur Général P.I. du CLE